



## Rapport financier intermédiaire Premier trimestre terminé le 30 septembre 2014

www.h2oinnovation.com  
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :  
Bourse de croissance TSX inc. : HEO  
Alternext : MNEMO : ALHEO

### RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H<sub>2</sub>O Innovation pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014, en comparaison avec la période correspondante terminée le 30 septembre 2013, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière au 30 septembre 2014 à celui du 30 juin 2014. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H<sub>2</sub>O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « prévoir », « si », « croire », « continuer », « évaluer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « peut », « planifier », « potentiel », « prédire », « projet », « devrait » ou « devoir » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) dans la Notice annuelle de la Société datée du 22 septembre 2014. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H<sub>2</sub>O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

### VISION, MISSION ET PROFIL

#### NOTRE VISION

Devenir le meilleur fournisseur en Amérique du Nord de solutions de traitement d'eau et de technologies de filtration membranaire.

#### NOTRE MISSION

Fournir des solutions de traitement d'eau sécuritaires et intégrés, et offrir un service à la clientèle exceptionnel afin d'assurer la longévité des relations clients.

## NOTRE PROFIL

H<sub>2</sub>O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H<sub>2</sub>O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles. Comptant environ 151 employés et disposant de six places d'affaires en Amérique du Nord.

## MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Les mesures « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA ajusté) » et « dette nette » ne sont pas définies par les IFRS et ne peuvent être présentées formellement dans les états financiers consolidés.

La définition du BAIIA ajusté ne tient pas compte du gain de la Société sur la cession d'immobilisations corporelles, et les charges de rémunération à base d'actions. Le lecteur peut donc faire le rapprochement entre le BAIIA ajusté et le bénéfice net (de la perte). La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres sociétés.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

### Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

Périodes de trois mois terminées le 30 septembre,	2014	2013
	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(282 587)	(469 994)
Charges financières – nettes	123 841	185 927
Impôts sur le résultat	118 417	90 292
Amortissement des immobilisations corporelles	76 517	72 408
Amortissement des immobilisations incorporelles	206 044	186 386
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	(1 000)
Charges de rémunération à base d'actions	2 421	5 651
BAIIA ajusté	<u>809 827</u>	<u>69 670</u>

La définition de la dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre la dette nette et la dette. La définition de la dette nette utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que la dette nette ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la gestion du capital de la Société.

	30 septembre, 2014	30 juin, 2014
	\$	\$
Découvert bancaire	557 543	113 383
Emprunts bancaires	3 209 961	3 555 774
Tranche courante de la dette à long terme	614 350	724 996
Dette à long terme	207 549	331 212
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(569 910)	(497 752)
Dette nette	<u>4 019 493</u>	<u>4 227 613</u>

### Principales données financières

(non vérifiées)

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre,	
	2014	2013
	\$	\$
Revenus	11 219 131	8 331 219
Bénéfice brut avant amortissements	3 032 951	2 141 991
Marge bénéficiaire brute avant amortissements	27,0 %	25,8 %
Charges d'exploitation	200 486	135 772
Frais de vente	906 289	182 586
Frais administratifs	987 796	966 669
Frais de recherche et développement – nets	39 922	43 407
Bénéfice (Perte) net(te)	282 587	(469 994)
Bénéfice (Perte) de base et dilué(e) par action	0,003	(0,008)
BAlIA ajusté	809 827	69 670

### Revenus et bénéfice brut avant amortissements

Les revenus pour le premier trimestre de l'exercice 2015 ont atteint 11,2 M \$, soit une hausse de 2,9 M \$ ou 35,0 % comparativement aux revenus de 8,3 M \$ enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice 2014. Cette hausse substantielle s'explique principalement par les revenus provenant de projets de traitement d'eau, qui ont atteint 7,3 M \$, contre 5,1 M \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 42,8 %. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, plusieurs grands projets municipaux et industriels sont entrés en phase de production et ont franchi des étapes de facturation, contribuant à une facturation supérieure convertie en chiffre d'affaires au cours de cette période. Les quatre derniers trimestres ont vu nos efforts déployés pour accroître notre carnet de commandes qui a atteint un niveau jamais égalé pour débiter cet exercice financier, soit 38,3 M \$. Le niveau de revenus atteint au cours du trimestre est le reflet des projets qui composent notre carnet de commandes et qui sont passés de la phase initiale de conception et d'ingénierie, à celle générant des revenus à mesure que nous progressons dans l'exercice financier 2015. De plus, au cours du trimestre, la Société a obtenu et a commencé l'exécution d'un contrat pour fournir à une municipalité située en Californie, un système de traitement d'eau. Pour honorer ce contrat, la Société a utilisé plus de la moitié du système de traitement d'eau conteneurisé sur mesure, qui avait été enregistré en tant que produits finis depuis juin 2013, à la suite de la résiliation d'un contrat avec un client. La vente de ce système est clé car elle atténue notre situation financière et nos flux de trésorerie.

La hausse des revenus provenant des projets a été accompagnée par une augmentation du chiffre d'affaires provenant de la vente de produits de spécialités et services qui atteint 3,9 M \$ pour le trimestre contre 3,2 M \$ pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Cette augmentation de 22,6 % est en partie le résultat de l'intégration des activités de Piedmont, acquis en décembre dernier. Ces revenus sont de nature récurrente. Nos efforts, tout au long de l'exercice précédent pour accroître notre réseau de distributeurs de produits chimiques de spécialité, ont également contribué à augmenter les revenus provenant de la vente des produits de spécialités et services.

Au cours de ce premier trimestre de l'exercice 2015, la Société a généré une marge bénéficiaire brute avant amortissements de 27,0 %, soit un niveau supérieur à 25,8 % enregistré pour le premier trimestre de l'exercice 2014. La composition du chiffre d'affaires au cours de ce trimestre montre que les revenus provenant de la vente de produits de spécialité et services représentent une bonne proportion des revenus totaux, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent (35,1 % dans l'exercice 2015 contre 38,6 % dans l'exercice 2014), même si le volume du chiffre d'affaires a augmenté considérablement. Cette proportion durable des revenus provenant des produits de spécialité et services, est en partie explicable par l'acquisition de Piedmont, donc les activités ont également contribué à stabiliser la marge bénéficiaire brute avant amortissements.

La Société a enregistré 5,1 M \$ de nouvelles commandes de projets de traitement d'eau durant le trimestre. Ces nouvelles commandes, combinées aux revenus de projets de traitement d'eau réalisés au cours de ce trimestre, ont fait décliner le carnet de commandes à 36,1 M \$ au 30 septembre 2014, comparativement à 12,4 M \$ au 30 septembre 2013. Ce niveau du carnet de commande de la Société donne une assez bonne perspective pour les trimestres à venir, en termes de volume du chiffre d'affaires. Certes, ce carnet de commandes représente un défi d'exécution pour la Société, mais nous sommes convaincus que notre équipe est prête et en mesure de le relever. Le ratio commandes / revenus de projets est demeuré stable ce trimestre comparé au trimestre correspondant de l'exercice financier 2014, alors que les revenus provenant de projets de traitement d'eau ont augmenté de manière significative.

À ce jour, le pipeline de ventes demeure riche en opportunités, ce qui devrait permettre à la Société de renouveler son carnet de commandes. Pour soutenir la croissance de son chiffre d'affaires, nous maintenons une forte activité de soumissions et de développement d'affaires principalement au Canada et aux États-Unis. Nous envisageons également d'étendre notre force de ventes aux États-Unis pour mieux couvrir les opportunités de ce marché en expansion.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des cinq derniers trimestres.

	Exercice 2014				Exercice 2015	Douze derniers mois (T2, T3 & T4 2014 & T1 2015)	Douze mois précédents (T2, T3 & T4 2013 & T1 2014)
	T1	T2	T3	T4			
Carnet de commandes	12,4 M \$	17,3 M \$	23,5 M \$	38,3 M \$	36,1 M \$	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau	3,4 M \$	9,6 M \$	10,6 M \$	18,2 M \$	5,1 M \$	43,5 M \$	14,6 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	5,1 M \$	4,7 M \$	4,4 M \$	3,4 M \$	7,3 M \$	19,8 M \$	20,9 M \$
<b>Ratio commandes / revenus</b>	<b>0,67</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>5,4</b>	<b>0,70</b>	<b>2,20</b>	<b>0,70</b>
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	3,2 M \$	4,1 M \$	5,4 M \$	4,5 M \$	3,9 M \$	17,9 M \$	13,5 M \$
Revenus totaux	8,3 M \$	8,8 M \$	9,8 M \$	7,9 M \$	11,2 M \$	37,7 M \$	34,4 M \$

### Charges d'exploitation

Montrant une augmentation de 18 000 \$, les charges d'exploitation ont totalisé 0,2 M \$ pour ce trimestre comparativement à 0,18 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est due à l'intégration de Piedmont, en décembre 2013, laquelle a nécessité l'ajout de nouvelles positions pour solidifier la chaîne d'approvisionnement, développer de nouveaux fournisseurs et assurer le support technique et d'ingénierie des produits Piedmont.

### Frais de vente

Les frais de vente ont diminué de près de 60 000 \$ et ont atteint 0,9 M \$ pour ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré des revenus en hausse de 35,0 %. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle. Cette diminution est principalement due à l'absence de l'événement distributeurs de PWT pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2014, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cet événement aura lieu tous les deux ans.

### Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté d'environ 68 000 \$, soit 7,5 %, pour ce premier trimestre de l'exercice 2015 comparativement au premier trimestre de l'exercice 2014. Les honoraires professionnels et les droits d'inscription ont augmenté à la suite l'inscription de la Société sur le marché américain OTCQX à la fin du trimestre qui s'est terminé le 30 septembre 2014. De plus, afin de réduire le risque de crédit, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). Les primes d'assurance sont comptabilisées à titre d'autres dépenses.

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'est élevé à 18,7 % pour ce trimestre, en baisse de 24,9 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est en grande partie attribuable à l'amélioration du volume d'activités provenant des projets de traitement d'eaux, de l'amélioration du volume des ventes de produits de spécialité et de consommables et en raison d'un niveau de dépenses des frais de vente et frais administratifs similaire. La direction vise à maintenir un ratio de frais de vente et frais administratifs sous le niveau des 20 %, par une gestion étroite des dépenses des frais de ventes et frais administratifs et une augmentation de ses revenus.

## Frais de recherche et développement – nets

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014, les frais de recherche et développement bruts ont totalisé 39 922 \$, ou 0,3 % des revenus. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2014, la Société n'a pas enregistré de crédits d'impôts du gouvernement provincial pour des frais de recherche et développement éligibles poursuivies au Canada.

## BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint 809 827 \$, contre 69 670 \$ pour la période correspondante terminée le 30 septembre 2014. Les revenus plus élevés enregistrés durant ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent ainsi que les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs similaires ont également contribué à générer un BAIIA ajusté positif plus élevé. La Société a effectué ce trimestre un retour au BAIIA ajusté positif après un trimestre de BAIIA ajusté négatif au quatrième trimestre de l'exercice qui s'est terminé le 30 juin 2014.

## Autres pertes (gains) – nets

Les autres pertes (gains) – nets, qui se sont élevés à 91 052 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2014, contre (34 753 \$) pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, sont principalement composés d'une perte (gain) de change, ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement. En ayant des capacités manufacturières au Canada et dans des filiales américaines, cela limite les fluctuations de taux de change dans l'état des résultats relativement aux projets américains.

## Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 123 841 \$ pour la période terminée le 30 septembre 2014, contre 185 927 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. De ce montant, 17 365 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme. Le 30 septembre 2013, la Société a remboursé 1 157 154 \$ de sa dette à long terme en utilisant le produit tiré d'un placement privé ce qui explique la réduction des charges financières.

## Bénéfice (Perte) net(te)

Le bénéfice (la perte) net(te) s'élevait à 282 587 \$ ou 0,003 \$ par action pour le premier trimestre de l'exercice 2015, contre (469 994 \$) ou (0,008 \$) par action pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Cette amélioration est principalement due à la hausse des revenus, une amélioration du bénéfice brut avant amortissements de 27,0 % et un niveau de dépenses de frais de vente et frais administratifs similaire.

## Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2015, 2017, 2022 et 2023, à verser un montant de 4 596 576 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 667 408 \$ en 2015, 661 578 \$ en 2016, 625 567 \$ en 2017, 502 392 \$ en 2018 et 508 186 \$ en 2019.

## Informations sur le capital-actions

Au 30 septembre 2014, 104 632 977 actions ordinaires et 1 500 000 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation.

## SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a augmenté de 7,4 M \$ au 30 juin 2014 (ratio de fonds de roulement de 1,71) à 8,2 M \$ au 30 septembre 2014 (ratio de fonds de roulement de 1,69). Cette augmentation de 0,7 M \$ s'explique par la hausse respective de 1,8 M \$, 0,6 M \$ des débiteurs et de l'excédent de coûts engagés sur la facturation, respectivement, et au remboursement de 0,2 M \$ de la dette à long terme. Le fonds de roulement a été affecté négativement par la baisse de 0,4 M \$ des stocks et par la hausse de 0,5 M \$ et 0,9 M \$ des créditeurs et charges et de l'excédent de facturation sur les coûts engagés respectivement.

La dette nette qui s'élevait à 4,0 M \$ au 30 septembre 2014, a baissé de près de 0,2 M \$, comparativement aux 4,2 M \$ enregistrés au 30 juin 2014. Cette baisse est principalement due au remboursement de la dette à long terme et au remboursement des emprunts bancaires.

Les capitaux propres s'élevaient à 23,8 M \$ au 30 septembre 2014, contre 22,6 M \$ au 30 juin 2014. Au 30 septembre 2014, le ratio d'endettement net était de 0,17, contre 0,19 au 30 juin 2014, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 30 septembre 2014	Période terminée le 30 juin 2014
Fonds de roulement	8 176 158 \$	7 427 618 \$
Ratio de fonds de roulement	1,69	1,17
Dette nette <sup>1</sup>	4 019 493 \$	4 227 613 \$
Capitaux propres	23 815 353 \$	22 560 883 \$
Ratio d'endettement net	0,17	0,19

<sup>1</sup> La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents.

Au 30 septembre 2014, les débiteurs s'élevaient à 10,8 M \$, contre 8,9 M \$ au 30 juin 2014. La hausse de 1,8 M \$ est principalement attribuable à l'augmentation des comptes clients de clients sous des contrats manufacturiers relatifs à des projets de traitement d'eau exécutés au cours du premier trimestre de l'exercice 2015.

Afin de réduire le risque de crédit, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). Ce programme d'assurance permet d'obtenir à certaines conditions, une couverture d'assurance pouvant atteindre un montant équivalent à 90 % des débiteurs. Au 30 septembre 2014, le montant de la couverture d'assurance d'EDC représente approximativement 15 % des débiteurs (0 % au 30 juin, 2014). La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque, puisque cette couverture d'assurance permet à la Société d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires.

Les stocks ont diminué de 0,4 M \$, passant de 4,7 M \$ au 30 juin 2014 à 4,3 M \$ au 30 septembre 2014. Cette diminution s'explique principalement par l'utilisation, dans un contrat client, de plus de la moitié de la valeur d'un système qui avait été comptabilisé à titre de produits finis suite à la résiliation d'un projet en juin 2013. Dans une moindre mesure, les stocks ont augmenté en raison des produits finis fabriqués durant l'été en préparation du début de la saison de production acéricole.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a augmenté de 0,5 M \$, passant à 2,6 M \$ au 30 septembre 2014 de 2,1 M \$ au 30 juin 2014, une augmentation due en grande partie à un nombre différent de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a augmenté de 0,4 M \$, passant à 1,9 M \$ au 30 septembre 2014 de 1,5 M \$ au 30 juin 2014. Cette hausse s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 0,9 M \$, passant à 5,4 M \$ au 30 septembre 2014 de 4,4 M \$ au 30 juin 2014. Cette hausse s'explique par un plus grand volume d'activités pour les projets de traitement d'eau, lesquels ont atteint, pour certains d'entre eux, la phase de fabrication durant laquelle les équipements sont assemblés et pour laquelle les fournisseurs sont impliqués.

La diminution de la portion à court terme de la dette à long terme, est expliquée par le remboursement de 0,2 M \$ au cours du trimestre. Le 20 octobre 2014, la Société a exercé une option de moratoire de six mois sur le remboursement du capital de l'emprunt à d'autres entités, débutant le 1<sup>er</sup> novembre 2014, d'un montant total de 634 757 \$ au 30 septembre 2014. Cette décision a été prise afin de soutenir nos besoins en fonds de roulement liés à notre important carnet de commandes au 30 septembre 2014.

Pour le premier trimestre terminé le 30 Septembre 2014, les capitaux propres ont augmenté de 1,2 M \$ à 23,8 M \$ (22,6 M \$ au 30 Juin, 2014). Les éléments suivants ont eu un impact sur les capitaux propres au cours du premier trimestre de l'exercice 2015 : 1) le bénéfice net de 282,587 \$ pour la période terminée le 30 Septembre 2014; 2) la dépréciation du dollar canadien a généré une plus-value latente de 0,9 M \$ résultant de la conversion des devises étrangères, principalement celles des filiales américaines; et 4) les coûts liés à la rémunération à base d'actions de 2,421 \$.

## FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013 :

(en dollars canadiens) (non audités)	<b>Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014</b>	<b>Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013</b>
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<b>411 225</b>	494 483
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<b>(104 484)</b>	(35 100)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<b>(709 774)</b>	(526 901)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	<b>31 032</b>	(5 016)
Variation nette	<b>(372 001)</b>	(72 534)
Trésorerie et équivalents – Début de période	<b>384 359</b>	47 235
Trésorerie et équivalents – Fin de période	<b>12 368</b>	(25 299)

Les activités opérationnelles ont généré 411 225 \$ de liquidités pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2014, contre 494 483 \$ de fonds générés par ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 30 septembre 2013. La baisse est principalement attribuable à la variation du fonds de roulement et est adouci par l'amélioration du bénéfice net au premier trimestre de l'exercice 2015.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, les activités d'investissement ont utilisé (104 484 \$) de liquidités nettes, principalement attribuables à la rénovation des bureaux et du magasin d'équipements d'érablière situés à notre usine d'Ham-Nord, ainsi qu'à l'acquisition d'actifs incorporels, notamment le développement d'un logiciel de dosage pour nos produits chimiques de spécialité.

Les activités de financement ont utilisé (709 774 \$) de liquidités nettes au cours du premier trimestre de l'exercice 2015 contre (526 901 \$) au cours du trimestre correspondant de l'exercice du 30 septembre 2013. La Société a remboursé 254 812 \$ de sa dette à long terme et réduit les emprunts bancaires de 345 313 \$. Les intérêts versés au cours du premier trimestre de l'exercice 2015 s'élèvent à 109 149 \$.

## SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	30 septembre 2014	30 juin 2014	31 mars 2014	31 décembre 2013	
Revenus	11 219 131	7 896 401	9 826 466	8 797 428	37 739 426
BAIIA ajusté	809 827	(201 458)	299 122	(90 179)	817 312
Bénéfice (Perte) net(te)	282 587	(269 242)	(216 314)	(500 581)	(703 550)
BPA de base et dilué	0,003	(0,002)	(0,001)	(0,006)	(0,006)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	411 225	330 455	(298 938)	(3,012,316)	(2 569 574)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze mois précédents
	30 septembre 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	31 décembre 2012	
Revenus	8 311 219	6 768 455	9 966 644	9 418 908	34 465 226
BAIIA	69 670	(234 355)	530 026	561 888	927 229
Perte nette	(469 994)	(532 392)	86 834	488 854	(426 698)
BPA de base et dilué	(0,008)	(0,008)	0,001	0,008	(0,007)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	494 483	(107 468)	(1 073 407)	1 024 161	337 769

## GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 30 septembre 2014:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 30 septembre 2014, la Société respectait les ratios financiers dans le cadre de sa facilité de crédit et de sa dette à long terme.

## CONVENTIONS COMPTABLES

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 3 des états financiers consolidés au 30 juin 2014.



## NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES DURANT LA PÉRIODE

### a) *Dépréciation d'actifs*

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société mais nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

### b) *Droits ou taxes*

IFRIC 21, Droits ou taxes – Cette interprétation de l'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés non vérifiés de la Société.

## ENTENTES HORS BILAN

Au 30 septembre 2014, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 30 septembre 2014, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,1 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates jusqu'en 2015. De ces lettres de crédit, un montant de 1,0 M \$ est garanti par des certificats de dépôt.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO) et conformément aux directives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières décrites dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

### Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

### Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de ce trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Premier trimestre terminé le  
30 septembre 2014

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés, inclus au présent rapport, n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de H<sub>2</sub>O Innovation inc.

Pour plus d'informations :  
Relations avec les investisseurs  
[investisseur@h2oinnovation.com](mailto:investisseur@h2oinnovation.com)

Symboles boursiers :  
Bourse de croissance TSX : HEO  
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : [www.h2oinnovation.com](http://www.h2oinnovation.com) et sur SEDAR.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
 (non audités)

	30 septembre 2014	30 juin 2014
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	569 910	497 752
Certificats de placement garanti	1 231 283	1 224 846
Débiteurs (note 3)	10 751 414	8 908 408
Stocks (note 4)	4 273 640	4 705 869
Excédent des coûts engagés sur la facturation	2 644 502	2 067 905
Frais payés d'avance	501 429	452 415
	<b>19 972 178</b>	<b>17 857 195</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles	1 862 520	1 874 083
Immobilisations incorporelles	7 019 224	6 837 264
Autres actifs	46 326	44 826
Goodwill	4 209 340	4 010 148
Actifs d'impôts différés	2 815 073	2 801 051
	<b>35 924 661</b>	<b>33 424 567</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Découvert bancaire	557 543	113 383
Emprunts bancaires (note 5)	3 209 961	3 555 774
Créditeurs et charges à payer (note 6)	5 400 496	4 417 197
Provisions (note 7)	83 639	77 391
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	1 896 975	1 491 883
Impôts sur le résultat à payer	21 578	37 475
Loyers différés	11 478	11 478
Tranche courante de la dette à long terme (note 8)	614 350	724 996
	<b>11 796 020</b>	<b>10 429 577</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Dette à long terme (note 8)	207 549	331 212
Loyers différés	105 739	102 895
	<b>12 109 308</b>	<b>10 863 684</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social (note 9)	55 298 945	55 298 945
Réserve pour les options d'achats d'actions	1 876 378	1 873 957
Déficit	(33 317 250)	(33 599 837)
Cumul des autres éléments du résultat global	(42 720)	(1 012 182)
	<b>23 815 353</b>	<b>22 560 883</b>
	<b>35 924 661</b>	<b>33 424 567</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré

  
Président et chef de la direction

Philippe Gervais

  
Président du conseil

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**  
**Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013**  
**(non audités)**

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H<sub>2</sub>O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social	Réserves		Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total
			Options d'achat d'actions (note 9)	Bons de souscription			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2013</b>	60 145 832	45 852 436	1 861 040	141 787	(32 285 493)	(1 142 982)	14 426 788
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (note 9)	9 704 546	2 135 005	-	-	-	-	2 135 005
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	(51 925)	-	-	-	-	(51 925)
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	5 651	-	-	-	5 651
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(469 994)	-	(469 994)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(262 554)	(262 554)
<b>Solde au 30 septembre 2013</b>	<b>69 850 378</b>	<b>47 935 516</b>	<b>1 866 691</b>	<b>141 787</b>	<b>(32 755 487)</b>	<b>(1 405 536)</b>	<b>15 782 971</b>
	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2014</b>	<b>104 632 977</b>	<b>55 298 945</b>	<b>1 873 957</b>		<b>(33 599 837)</b>	<b>(1 012 182)</b>	<b>22 560 883</b>
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	2 421	-	-	-	2 421
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	282 587	-	282 587
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	969 462	969 462
<b>Solde au 30 septembre 2014</b>	<b>104 632 977</b>	<b>55 298 945</b>	<b>1 876 378</b>		<b>- (33 317 250)</b>	<b>(42 720)</b>	<b>23 815 353</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS**  
**Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013**  
**(non audités)**

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre	
	2014	2013
	\$	\$
Revenus (note 13)	11 219 131	8 311 219
Coût des marchandises vendues (note 10 a))	8 186 180	6 169 228
<b>Bénéfice brut</b>	<b>3 032 951</b>	<b>2 141 991</b>
Charges d'exploitation (note 10 a))	200 486	182 586
Frais de vente (note 10 a))	906 289	966 669
Frais administratifs (note 10 a))	987 796	919 063
Frais de recherche et développement – nets (notes 10 a) et c))	39 922	43 407
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10 b))	76 517	72 408
Amortissement des actifs incorporels (note 10 b))	206 044	186 386
Autres pertes / (gains) – nets (note 10 d))	91 052	(34 753)
	<b>2 508 106</b>	<b>2 335 766</b>
<b>Bénéfice (Perte) d'exploitation</b>	<b>524 845</b>	<b>(193 775)</b>
Produits financiers	(2 673)	(3 537)
Charges financières	126 514	189 464
Charges financières – nettes	123 841	185 927
<b>Bénéfice (Perte) avant impôts</b>	<b>401 004</b>	<b>(379 702)</b>
Charge d'impôts exigibles	133 707	94 700
Économie d'impôts différés	(15 290)	(4 408)
	<b>118 417</b>	<b>90 292</b>
<b>Bénéfice (Perte) net(te) pour la période</b>	<b>282 587</b>	<b>(469 994)</b>
<b>Bénéfice (Perte) net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période</b>		
<b>Bénéfice (Perte) net(te) de base et diluée par action</b>	<b>0,003</b>	<b>(0,008)</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 11)	<b>104 632 977</b>	<b>60 251 316</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL**  
**Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013**  
**(non audités)**

	<b>Périodes de trois mois terminées les 30 septembre</b>	
	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	<b>282 587</b>	(469 994)
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d’être reclassés ultérieurement au bénéfice net		
Écarts de conversion	<b>969 462</b>	(262 554)
<b>Résultat global pour la période</b>	<b>1 252 049</b>	(732 548)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013

(non audités)

Périodes de trois mois terminées  
les 30 septembre

	2014	2013
	\$	\$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Bénéfice (Perte) net(te) avant impôts pour la période	401 004	(379 702)
Éléments hors caisse		
Charge financières – nettes	123 841	185 927
Amortissement des immobilisations corporelles	76 517	72 408
Amortissement des actifs incorporels	206 044	186 386
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	(1 000)
Loyers différés	318	2 039
Charges de rémunération à base d'actions	2 421	5 651
	810 145	71 709
Variation des éléments du fonds de roulement (note 12 a))	(384 326)	421 419
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	425 819	493 128
Intérêts reçus	2 673	3 537
Impôts sur le résultat payés	(17 267)	(2 182)
Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles	411 225	494 483
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Variation des certificats de placement garantis	(1 121)	231
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(42 389)	(20 002)
Acquisitions d'actifs incorporels	(60 974)	(16 329)
Disposition d'immobilisations corporelles	-	1 000
Trésorerie nette (affectée aux) activités d'investissement	(104 484)	(35 100)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Variation des emprunts bancaires	(345 813)	(1 292 689)
Remboursement de la dette à long terme	(254 812)	(1 005 920)
Intérêts payés	(109 149)	(154 218)
Émission de capital social (note 9)	-	1 977 851
Frais d'émission de capital social (note 9)	-	(51 925)
Trésorerie nette (affectée aux) activités de financement	(709 774)	(526 901)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(403 033)	(67 518)
<b>Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères</b>	31 032	(5 016)
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents</b>	<b>(372 001)</b>	<b>(72 534)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 12 b))</b>	<b>384 369</b>	<b>47 235</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 12 b))</b>	<b>12 368</b>	<b>(25 299)</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.



## 1. Description de l'entreprise

H<sub>2</sub>O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société s'est donnée pour mission de concevoir, développer et mettre sur le marché des technologies de traitement des eaux novatrices et de produire des solutions de haute performance dans le domaine de la filtration membranaire et des procédés de traitements biologiques et physiques qui respectent l'environnement. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

## 2. Base de préparation

### Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 et demeurent inchangés pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2014.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2014. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels 2014 de la Société.

Le 10 novembre 2014, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

### Normes et interprétations appliquées durant la période

#### a) Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société mais nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

#### b) Droits ou taxes

IFRIC 21, Droits ou taxes – Cette interprétation de l'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés non vérifiés de la Société.

### Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 (1<sup>er</sup> janvier 2018 pour IFRS 9) et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, une nouvelle norme dont le principe de base est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 exigera la présentation d'informations additionnelles sur les revenus, fournira des indications sur les transactions qui n'étaient pas traitées de façon complète dans les normes antérieures (notamment, les revenus tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les indications visant les accords à composantes multiples.

L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et d'autres interprétations connexes. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et son adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### 3. Débiteurs

	Au 30 septembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Comptes clients	9 673 069	7 682 304
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	1 202 157	1 198 327
Provision pour créances douteuses	(578 276)	(547 764)
	<b>10 296 950</b>	<b>8 332 867</b>
Crédits d'impôt à recevoir	158 376	194 636
Autres créances	286 088	380 904
	<b>10 751 414</b>	<b>8 908 408</b>

Afin de réduire le risque de crédit, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). Ce programme d'assurance permet d'obtenir à certaines conditions, une couverture d'assurance pouvant atteindre un montant équivalent à 90 % des débiteurs. Au 30 septembre 2014, le montant de la couverture d'assurance d'EDC représente approximativement 15 % des débiteurs (0 % au 30 juin, 2014).

La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque, puisque cette couverture d'assurance permet à la Société d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires.

#### 4. Stocks

	Au 30 septembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Matières premières	987 072	971 227
Produits finis	3 286 568	3 734 642
	<b>4 273 640</b>	<b>4 705 869</b>

#### 5. Emprunts bancaires

Au cours du trimestre, la Société a renégocié ses emprunts bancaires pour un montant autorisé de 2 250 000 \$ et 2 750 000 \$US portant intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,0 % (4,0 % au 30 septembre 2014) et au taux préférentiel US plus 1,0 % (4,75 % au 30 septembre 2014). Les créances et les stocks sont affectés à la garantie de ces emprunts bancaires. Ces emprunts sont renégociables en novembre 2014 et sont garantis en partie par Exportation et Développement Canada (« EDC »)

##### Clauses restrictives

La Société s'est engagée à respecter sur une base mensuelle les clauses restrictives relatives aux emprunts bancaires susmentionnés. Les facilités de crédit de la Société seront renégociées le 30 novembre 2014.

Au 30 septembre 2014, la Société respectait les ratios requis selon ses facilités de crédit et ses arrangements de dettes à long terme.

#### 6. Crédoeurs et charges à payer

	Au 30 septembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Fournisseurs	3 587 427	2 868 518
Autres crédoeurs et autres charges à payer	1 813 069	1 548 679
	<b>5 400 496</b>	<b>4 417 197</b>

#### 7. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2013	41 637
Provisions complémentaires comptabilisées	123 608
Plus : Allocation reçue	62 964
Moins : Paiements	(154 261)
Incidence des fluctuations du taux de change	3 443
Solde au 30 juin 2014	77 391
<b>Provisions complémentaires comptabilisées</b>	<b>3 000</b>
<b>Incidence des fluctuations du taux de change</b>	<b>3 248</b>
<b>Solde au 30 septembre 2014</b>	<b>83 639</b>

## 8. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
<b>Non garantie – au coût amorti</b>		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens (a)	122 822	242 625
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (a) (b)	634 757	747 648
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	64 320	65 935
	<b>821 899</b>	1 056 208
Moins : tranche courante de la dette à long terme	<b>614 350</b>	724 996
Dette à long terme	<b>207 549</b>	331 212

- (a) Le 30 septembre 2013, la Société a utilisé le produit d'un placement privé (note 9) pour rembourser une somme de 500 000 \$ de son emprunt bancaire et une somme de 500 000 \$ de son emprunt auprès d'autres entités. De plus, la Société a émis 714 312 actions ordinaires en contrepartie du remboursement d'emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.
- (b) Emprunt auprès d'autres entités  
Le 28 août 2014, un accord a été conclu, donnant une option de moratoire de six mois sur le remboursement du capital avec une augmentation de 0,25 % du taux d'intérêt applicable. Le 20 octobre 2014, la Société a exercé son option moratoire de six mois, sur le remboursement du capital, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014.

## 9. Capital social

### Capital social

Le 30 septembre 2013 la Société a émis, par le biais d'un placement privé, 9 704 546 actions ordinaires pour un produit brut global de 2 135 005 \$, de dépenses de 51 925 \$ pour un produit net de 2 083 080 \$. La Société a utilisé le produit au remboursement partiel sa dette à long terme et à son fonds de roulement. Parmi les actions émises dans le cadre du placement privé, 714 312 actions ordinaires ont été émises pour rembourser les emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154.\$.

### Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014		Exercice terminé le 30 juin 2014	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	1 737 500	0,53	2 124 500	0,57
Annulées	(237 500)	0,54	-	-
Échues	-	-	(387 000)	0,71
En circulation à la fin de la période	<b>1 500 000</b>	<b>0,53</b>	1 737 500	0,53

## 10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

### a) Dépenses par nature

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
Matériel	5 257 610	4 426 842
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	563 614	(71 237)
Salaires et avantages sociaux	2 741 341	2 461 643
Sous-traitants et honoraires professionnels	680 692	487 428
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	384 335	365 313
Télécommunications et frais de transport	319 200	251 500
Créances douteuses	30 000	3 399
Autres dépenses	343 881	356 065
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement	<b>10 320 673</b>	<b>8 280 953</b>

### b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente, aux frais administratifs et aux frais de recherche et développement dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	47 956	41 610
Charges d'exploitation	779	909
Frais de vente	8 388	10 832
Frais administratifs	19 394	19 057
	<b>76 517</b>	<b>72 408</b>

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	97 672	91 178
Frais de vente	95 364	81 153
Frais administratifs	13 008	14 055
	<b>206 044</b>	<b>186 386</b>

Coûts par fonction incluant l'amortissement et la dépréciation des actifs incorporels	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	8 331 808	6 302 016
Charges d'exploitation	201 265	183 495
Frais de vente	1 010 041	1 058 654
Frais administratifs	1 020 198	952 175
Frais de recherche et développement – nets	39 922	43 407
	<b>10 603 234</b>	<b>8 539 747</b>

### c) Frais de recherche et développement – nets

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
Frais de recherche et développement bruts	39 912	60 951
Crédits d'impôts et subventions relatifs à la recherche et développement	-	(17 544)
	<b>39 912</b>	<b>43 407</b>

### d) Autres pertes (gains) – nets

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
(Gain) Perte de change	93 072	(26 143)
Autres revenus	(2 020)	(7 610)
(Gain) Perte à la disposition d'actifs	-	(1 000)
	<b>91 052</b>	<b>(34 753)</b>

## 11. Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
<b>Bénéfice (Perte) net(te)</b>	<b>282 587 \$</b>	<b>(469 994 \$)</b>
<b>Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation</b>	<b>104 632 977</b>	<b>60 251 316</b>
<b>Bénéfice (Perte) net(te) de base et dilué(e) par action</b>	<b>0,003 \$</b>	<b>(0,008 \$)</b>

**Éléments exclus du calcul du bénéfice (de la perte)  
net(te) dilué(e) par action, en raison de leur prix  
d'exercice supérieur au prix moyen du marché des  
actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-  
dilutif**

Options d'achat d'actions	<b>1 500 000</b>	1 707 500
Bons de souscription (nombre d'action équivalentes)	-	1 000 000

Pour les périodes de trois terminées les 30 septembre 2014 et 2013, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action était la même que le bénéfice (la perte) net(te) de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

## 12. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
Débiteurs	<b>(1 601 145)</b>	(305 187)
Stocks	<b>534 189</b>	(292 467)
Excédent des coûts engagés sur la facturation	<b>(519 328)</b>	(539 864)
Frais payés d'avance	<b>(46 705)</b>	22 829
Créditeurs et charges à payer	<b>859 855</b>	989 758
Provisions	<b>3 000</b>	162
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	<b>385 808</b>	546 188
	<b>(384 326)</b>	421 419

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Au 30 septembre 2014	Au 30 septembre 2013
	\$	\$
<b>Début de la période</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>497 752</b>	303 936
Découvert bancaire	<b>(113 383)</b>	(256 701)
	<b>384 369</b>	47 235

	Au 30 septembre 2014	Au 30 septembre 2013
	\$	\$
<b>Fin de la période</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	569 910	137 613
Découvert bancaire	(557 543)	(162 912)
	12 367	(25 299)



### 13. Information sectorielle

#### Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	<b>Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014</b>	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	<b>3 937 128</b>	3 212 174
Revenus de contrats de fabrication	<b>7 282 003</b>	5 099 045
	<b>11 219 131</b>	8 311 219

#### Informations géographiques

	<b>Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014</b>	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
<b>Revenus provenant de clients externes</b>		
Revenus par secteur géographique		
Canada	<b>3 891 286</b>	3 161 306
États-Unis	<b>5 545 095</b>	4 402 434
Chine	<b>810 544</b>	406 821
Suisse	<b>18 114</b>	123 073
Tunisie	<b>88 989</b>	49 600
Autres	<b>865 103</b>	167 985
	<b>11 219 131</b>	8 311 219

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	<b>Au 30 septembre 2014</b>	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	<b>1 577 006</b>	1 561 921
États-Unis	<b>11 514 078</b>	11 159 574
	<b>13 091 084</b>	12 721 495

**14. Information sur les parties liées****Rémunération des membres de la haute direction**

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	<b>Période de trois mois terminée le 30 septembre 2014</b>	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013
	\$	\$
Avantages à court terme	<b>266 928</b>	274 789
Avantages postérieurs à l'emploi	<b>3 698</b>	2 792
Paiements fondés sur des actions	<b>2 155</b>	5 651
	<b>272 781</b>	283 232

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.



## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### Administrateurs

**Philippe Gervais**, président du conseil d'administration <sup>(1)</sup>  
**Frédéric Dugré**, président et chef de la direction et administrateur <sup>(3)</sup>  
**Pierre Côté**, administrateur <sup>(3)</sup>  
**Élaine C. Phénix**, administratrice <sup>(1)(2)</sup>  
**Jean-Réal Poirier**, administrateur <sup>(2)(3)</sup>  
**Richard Hoel**, administrateur <sup>(1)</sup>  
**Lisa Henthorne**, administratrice <sup>(2)(3)</sup>  
**Laurence E. Gamst**, administrateur <sup>(1)</sup>

- (1) Comité de vérification
- (2) Comité de gouvernance, rémunération et risques
- (3) Comité de technologie et projets

### Membres de l'équipe de haute direction

**Frédéric Dugré**, président et chef de la direction  
**Josée Riverin**, V.-P., finance  
**Marc Blanchet**, V.-P., affaires corporatives et secrétaire  
**Guillaume Clairet**, V.-P. exécutif

### Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

### Auditeurs indépendants

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

### Agent de transfert

Société de fiducie CST

## BUREAUX ET USINES

### Siège social

330, rue St-Vallier Est, suite 340  
Québec, Québec, G1K 9C5  
Téléphone : 418.688.0170  
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com  
www.h2oinnovation.com

### Usines (Amérique du Nord)

201, 1<sup>ère</sup> Avenue  
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court  
Vista, Californie 92081

8900, 109<sup>th</sup> Ave N, suite 1000  
Champlin, Minnesota 55316

### Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18<sup>th</sup> Ave SE  
Calgary, Alberta T2G 1L6

5100, South Service Road, Unit 17  
Burlington, Ontario L7L 6A5